



Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du Comité

Madame l'Inspectrice, le comité technique réuni aujourd'hui examine les mesures de carte scolaire qui prendront effet à la rentrée 2015.

Nous n'innoverons pas cette année et pourrions reprendre quasiment mot pour mot la déclaration du CTSD de l'an passé.

En premier lieu, Madame l'Inspectrice, comme l'an passé, nous soulignons le fait que les documents sont cette année plus explicites, avec le détail des cohortes, comme nous le demandions. C'est un point positif. Les améliorations s'arrêtent là.

En effet, les conditions du dialogue social se sont un peu plus dégradées. La décision politique de reporter les opérations de carte scolaire après les élections, dans un laps de temps restreint et contraint, est une première illustration de cette dégradation.

Le groupe de travail séparé du CTSD par un week-end seulement, perd tout son sens puisqu'il ne prépare pas réellement le CTSD.

Sur le contenu des documents de travail, la méthode employée n'est pas acceptable. En effet, vous globalisez les effectifs dans les villes y compris dans de petites villes, et en refusant de communiquer vos intentions, vous ne faites pas preuve de clarté. Vous faites porter par les maires la responsabilité du choix des mesures de carte scolaire alors qu'aucune classe de leur commune ne devrait fermer si on considérait les écoles au cas par cas. C'est inédit ... Vous placez des écoles dans le doute, vous déstabilisez des équipes, inquiétez les parents et les élus. Bref vous semez le trouble. Nous n'allons apprendre officiellement certaines de vos propositions qu'au cours de cette instance alors que le travail est fait et qu'il s'agit bien souvent d'un secret de polichinelle. Quelle considération pour notre travail de représentants des personnels !

La dotation départementale est négative : - 8 postes pour quelques élèves en moins à l'échelle du département. Les promesses présidentielles se sont envolées là où les réalités quotidiennes sont de plus en plus accablantes pour nos collègues, pour les élèves et leurs familles : augmentation des effectifs dans les classes, absence d'un véritable plan de restauration des RASED entraînant l'externalisation du traitement de la difficulté scolaire.

Depuis la rentrée de septembre dernier et encore plus depuis janvier, il ne se passe pas une semaine sans que l'école soit au cœur de l'actualité. Demander plus à l'école et à ceux qui la font avec, pour notre département, moins de moyens. Ce serait donc cela l'école de la réussite ? Des RASED absents de cette carte scolaire, des classes maternelle à plus de 27, 28 voire 30 élèves alors que de nouveaux programmes ambitieux sont mis en place dès la rentrée. Pour notre département, ce seront des dizaines de fermeture de classes, entraînant des fermetures d'écoles.

Alors que le chômage est au plus haut, que l'immense majorité des familles souffrent, alors que les services publics désertent notre territoire, la réponse apportée en matière d'éducation dans notre territoire rural est : fermetures de classes, fermetures d'écoles. Nous marchons sur la tête. C'est incompréhensible et scandaleux !

Une fois n'est pas coutume, nous reprendrons ce que nous disions l'an passé. Nous n'avons pas une carte scolaire de reconstruction de l'école, nous avons tout le contraire. Ce n'est pas la démographie qui justifie ces retraits de postes et ce manque d'ambition pour l'école, mais le paiement de la dette appelée à tort publique.

Oui, Madame l'Inspectrice, au risque de vous paraître désuets, archaïques, cette année encore, avec nos collègues, les parents, les élus, pour les élèves, nous, à la FSU, nous défendrons et nous nous battons pour que vive voire survive l'école communale.

Les représentants de la FSU24